

« Une bataille électorale n'est jamais gagnée d'avance »

Interview Josette Pons sera, de nouveau, la candidate de l'UMP dans la VI^e circonscription. Ligne à grande vitesse et intercommunalité sont des dossiers qui lui tiennent à cœur

Député depuis 2002, Josette Pons briguera un troisième mandat en juin prochain. Avant de mener une campagne « *qui s'annonce difficile* » dans une VI^e circonscription amputée de sa partie nord, elle présentera ses vœux le samedi 21 juin à 18h30 au hall des expositions de Brigonolles. Nous l'avons rencontrée afin d'évoquer cette nouvelle bataille électorale et de revenir sur les moments forts de 2011. Des moments qui lui ont valu des satisfactions mais aussi quelques désagréments...

Le moins que l'on puisse dire est que votre investiture UMP n'a posé aucun problème !
C'est exact. J'avais la chance de ne pas avoir d'adversaire contrairement à certains de mes collègues sortants.

Justement, quel regard portez-vous sur les batailles qui se déroulent actuellement dans les 4^e et 8^e circonscriptions ?
Dans la 8^e, je trouve cela logique. C'est une nouvelle circonscription et certains avaient peut-être envie de siéger au Palais Bourbon depuis quelque temps. Dans la 4^e, c'est différent et on se retrouve confronté à un

« Je perçois un manque de repères »

problème de générations. Je pense que Jean-Michel Couve, élu depuis 1986, a fait un excellent travail. Mais on ne peut pas reprocher à un jeune maire de briguer un tel fauteuil. C'est aussi cela la démocratie. Il faut seulement que l'affrontement reste loyal.

Les socialistes ont abandonné la 6^e circonscription aux Verts. Est-ce à dire que le combat est gagné d'avance ?
Pas du tout. Aucune élection ne ressemble à une autre et je me garderai bien de faire un tel pronostic. Je m'enfermerai ma campagne comme je l'ai toujours fait, en étant sur le terrain, très proche de mes concitoyens. De plus, l'élection présidentielle sera déterminante. Si notre candidat est élu, cela se passera mieux qu'il nous ne sommes pas au deuxième tour.

Vous craignez, vous aussi, une éventuelle présence du Front national au deuxième tour national au deuxième tour de la présidentielle ?



Toujours souriante, Josette Pons n'en demeure pas moins combative sur les dossiers importants pour le quotidien des populations.
(Photo Frank Muller)

Cela serait gravissime mais, malheureusement, il faut tout envisager. Aujourd'hui, quand je rencontre les hommes et les femmes de ma circonscription, je perçois un manque de repères. Donc, ils n'ont pas de vision à long terme. L'avenir leur fait peur. Et dans ces cas-là on se réfugie souvent dans l'extrême. Croyez-moi, les campagnes qui s'annoncent seront très difficiles. Le canton de Brigonolles est bien placé pour savoir combien certains candidats saisissent les opportunités qui leur sont offertes.

Avant les batailles électorales, vous avez mené des luttes sur le terrain et, notamment, pour le maintien de l'hôpital de

quand le sort de milliers de personnes est en jeu, il faut savoir faire abstraction des étiquettes. Je n'ai jamais eu le moindre état d'âme et je pense qu'avec Claude Gilardo nous avons fait preuve d'une très grande complémentarité et solidarité. Et cela sera encore le cas dans les semaines à venir, car le combat

« Défendre son terroir n'est pas du populisme »

En revanche, votre position sur la ligne à grande vitesse vous a valu de vives critiques de responsables politiques...
La cause des viticulteurs bandolais et des populations est juste. À la lecture des éventuels tracés proposés par Réseau ferré de France, il était impensable qu'un tel massacre puisse avoir lieu. C'est donc de mon plein gré que j'ai apporté mon soutien.

Alors, certains m'ont accusé de faire du populisme. Se battre pour protéger son terroir, pour préserver des hommes et des femmes qui œuvrent depuis des années pour faire fructifier notre terre, n'est pas du populisme à mon sens. Je ne regrette rien.

Dans les deux cas, l'attitude des techniciens n'est pas irréprochable ?

C'est le moins que l'on puisse dire. Sur le dossier de l'hôpital, nous avons été surpris par le comportement de certains fonctionnaires au niveau régional. En revanche, nous avons trouvé des oreilles attentives au ministère, fort heureusement. Le politique a besoin des techniciens, certes, mais jusqu'à preuve du contraire c'est l'élu qui donne la ligne directrice. Sur le dossier de la LGV, dans sa lettre de cadrage, Jean-Louis Borloo adopte le tracé des Métropoles mais mise sur le tracé existant, privilégie la protection de l'environnement et insiste sur le fait que le fuseau doit éviter les terres agricoles.

Au final, rien de tout cela n'a été respecté. Il ne restait donc que la manifestation pour nous faire entendre. Et si c'est à refaire, je le referai.

L'union fait la force

Josette Pons défend ardemment le dossier de l'intercommunalité. « *C'est la seule solution pour permettre à toutes les communes de réaliser les infrastructures nécessaires au quotidien des populations* ». Elle se réjouit donc de la future agglomération Provence verte. « *Elle est de bons sens. Les cantons de Brigonolles, Saint-Maximin et La Roque-Brussanne représentent le même bassin de vie. J'ai confiance en l'avenir de ce territoire* ».

Que les intercommunalités Provence d'Argens en Verdon et Verdon Mont Major aient choisi de cohabiter ensemble ne la surprend pas non plus. « *Dans ces secteurs, il est vraiment question de ruralité. Ces hommes et ces femmes ont l'habitude de travailler ensemble. Leur projet est intéressant* ».

Enfin, la dernière consultation organisée au Beausset sur une éventuelle adhésion à TPM l'interroge. « *Consulter les électeurs est toujours une bonne chose. En revanche, sur un tel dossier, le peu de participation m'interpelle. Il est possible aussi que les citoyens n'aient pas saisi l'importance de l'intercommunalité et que leur vie n'en sera pas changée. Quoi qu'il en soit, si l'on fait appel aux électeurs il faut écouter leur choix* ».

Quels sont les prochains combats ?

Toujours dans le domaine agricole. Il faut agir très vite contre la libération des droits de plantation. Si ce projet de loi européen voit le jour, ce sera une véritable catastrophe pour notre viticulture. Fort heureusement, le ministère de l'Agriculture est à nos côtés et nous avons convaincu des pays européens tels que l'Espagne de nous rejoindre dans la lutte. Comme nous l'avons fait pour sauver le rosé, nous devons tout mettre en œuvre pour obtenir gain de cause. En revanche, sur le comité de bassin, j'ai bien peur que les viticulteurs varois n'aient pas gain de cause. L'association avec les produits issus du Rhône est conçue pour une meilleure lisibilité à l'exportation. Je suis plus pessimiste sur ce dossier.

PROPOS RECUEILLIS PAR ALAIN REVELLO
arevello@varmatin.com